



Paris, le 28 novembre 2024

## **PLFSS 2025 : Une politique économique et sociale « à la corbeille » faute d'un réel plan de baisse des dépenses publiques**

Hier, les membres de la Commission Mixte Paritaire ont trouvé un accord sur une version du Projet de Financement de la Sécurité Sociale pour 2025 qui va alourdir le coût du travail sans baisser structurellement la dépense sociale, ce qui impactera directement le pouvoir d'achat des salariés et affectera l'avenir de nos entreprises.

**Cette hausse du coût du travail**, est une première depuis plus de 15 ans et envoie un message clair au monde économique en France et à l'Étranger : malgré une situation économique qui se dégrade de jour en jour, malgré le retour des fermetures d'usines – quand la part de l'industrie ne représente plus que 10% du PIB – la moitié de celle de 1997, malgré l'augmentation des défaillances d'entreprises et des plans de restructuration, malgré la concurrence internationale exacerbée même avec nos voisins européens, **la France dégrade sa compétitivité pour financer ses comptes sociaux à court terme.**

**La couverture des frais de santé pour les collaborateurs** poursuit son lent mouvement de privatisation, sans que les cotisations à la sécurité sociale diminuent. Conséquence : le coût global de la protection santé augmente et sera principalement payé par les entreprises et les salariés, via des hausses de tarifs des complémentaires sans précédent.

**L'actionnariat salarié et le partage de la valeur** : via une augmentation de 50% des charges patronales sur les distributions d'actions gratuites, le mouvement d'un meilleur partage de la valeur et du capital est stoppé net. Ce dispositif largement utilisé dans les PME et ETI nous permet de rivaliser avec les grands groupes internationaux pour attirer et retenir les meilleurs profils. Ces mécanismes avaient pourtant fait l'objet d'un accord national interprofessionnel entre les partenaires sociaux et d'une loi de transposition il y a à peine un an.

**Ces régressions ne s'accompagnent malheureusement pas d'un plan de restructuration à long terme de la dépense publique**, et notamment de **baisse** de la dépense sociale qui en constitue pourtant le premier poste. Conséquence directe : pour éviter les foudres des marchés financiers dont nous sommes dépendants pour satisfaire notre addiction à la dépense, la priorité est donnée à la baisse du déficit à court terme via un alourdissement aveugle des prélèvements.

**Audrey Louail, Présidente de CroissancePlus** déclare « *Ce budget de la Sécurité sociale est un mauvais budget, toxique pour la création de richesse en France. Nous invitons nos représentants politiques à ouvrir une autre voie : celle des réformes de structure, de la révision du périmètre de l'action publique et de la liberté économique. Sans entreprises compétitives, sans travail qui paye, sans innovation et sans usine, il n'y a pas d'avenir pour notre pays.* »

Contact presse :

Guillaume Bazaille : [guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com](mailto:guillaume.bazaille@bazailleconsulting.com)

**Croissance**<sub>+</sub>**plus**  
Grandir ensemble

Premier réseau français des entrepreneurs de croissance créé en 1997,  
CroissancePlus se veut force de propositions et d'influence auprès des pouvoirs publics  
et leaders d'opinion pour favoriser la croissance des entreprises  
et la création d'emplois en France.

152 boulevard Haussmann 75008 Paris

[contact@croissanceplus.com](mailto:contact@croissanceplus.com) | [www.croissanceplus.com](http://www.croissanceplus.com)